

CAMPAGNE FRONTEXIT

Après Lampedusa - Frontex : surveiller ou sauver des vies ?

vendredi 11 octobre 2013, par [Frontexit](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2013).

Six jours après le « drame de Lampedusa », alors que le nombre de victimes ne cesse d'augmenter et que les recherches en mer continuent, la commissaire européenne aux affaires intérieures, Cecilia Malmström, transmet un message hypocrite et mensonger : la solution pour prévenir les morts en mer serait d'accélérer la mise en place d'Eurosur pour mieux surveiller les bateaux de réfugiés, et d'investir des ressources supplémentaires afin de lancer une grande opération de sauvetage en Méditerranée sous l'égide de l'agence Frontex.

Mais à quoi sert Frontex ? Pourquoi aucun secours n'a-t-il été porté au bateau qui a fait naufrage le 3 octobre à quelques miles marins de Lampedusa ? Comment, avec neuf patrouilles de la Guardia Costiera, plusieurs patrouilles de la Guardia di Finanza, des bateaux militaires et des avions de surveillance, aucune information n'est-elle arrivée à temps sur l'île ? Jusqu'au 1^{er} octobre 2013, un navire de la Guardia Civil espagnole mouillait à Lampedusa. Faisait-il partie de l'opération Hermes coordonnée par l'agence Frontex, le matin du drame ? Et si oui, que faisait-il pendant que des centaines de réfugiés se noyaient ?

Au lieu de poser ces questions, l'Italie et les institutions européennes indiquent qu'il est temps de « réévaluer » le rôle de l'agence Frontex et de lui donner plus de moyens. Mais qu'on ne s'y trompe pas ! L'agence Frontex a pour mandat la lutte contre l'immigration dite « clandestine » et non le sauvetage en mer. Augmenter ses opérations dans le canal de Sicile ne réduira pas le nombre de morts en mer : 3.300 personnes auraient déjà trouvé la mort aux abords de l'île de Lampedusa [1] depuis 2002, alors que l'agence est en fonction depuis 2005 et que ses moyens sont passés de 19 millions d'euros en 2006 à environ 85 millions d'euros en 2013.

Même si les opérations d'interception en mer de Frontex sont souvent couplées à des opérations de sauvetage, le manque de transparence sur les activités de l'agence ne permet pas de savoir si ses patrouilles ont déjà véritablement sauvé des vies, ou si elles se sont contentées de signaler aux autorités les plus proches des embarcations en détresse. Au-delà, le partage des tâches entre l'Union européenne et les États membres est sciemment laissé dans l'opacité. Qui doit prendre en charge les migrants interceptés ou sauvés ? Qui, des États membres, de l'UE ou de Frontex, est garant du respect du droit d'asile et du principe international de non refoulement ? Ces incertitudes, et l'absence de procédures clairement définies, fragilisent gravement les opérations de sauvetage en laissant dans l'ombre la question des responsabilités.

La proposition de renforcer la présence de Frontex en Méditerranée, couplée à celle d'un renforcement de la coopération avec la Libye, révèle la volonté d'augmenter les patrouilles de l'agence européenne au large des côtes de Tripoli tout en externalisant la gestion des frontières. Cette politique entraînera un refoulement indirect des réfugiés vers la Libye où les droits humains des personnes migrantes sont notoirement bafoués [2]. Une façon de reléguer loin des yeux offusqués de l'opinion européenne les futurs « drames de l'immigration ».

À l'heure où, une fois de plus, les responsables politiques des États membres et de l'Union européenne considèrent que la leçon à retenir du naufrage survenu à Lampedusa le 3 octobre est la nécessité de renforcer la surveillance des frontières, il est temps de s'élever contre cette fuite en avant et d'affirmer haut et fort : « surveiller » n'est pas « veiller sur ». On ne peut à la fois « surveiller » les migrants en tant que flux à stopper et « veiller sur » les migrants en tant qu'humains ayant besoin de protection. Dès lors, jamais une politique de lutte contre l'immigration dite « clandestine » ne pourra être une politique respectueuse des droits des personnes.

Le 9 octobre 2013

Frontexit est une campagne portée par des associations, des chercheurs et des individus issus de la société civile du Nord et du Sud de la Méditerranée à l'initiative du réseau Migreurop.

ABCDS (Maroc), AMDH (Maroc), AMDH (Mauritanie), AME (Mali), ARACEM (Mali), ARCI (Italie), La Cimade (France), CIRÉ (Belgique), CNCD-11.11.11 (Belgique), FASTI (France), FIDH (réseau international), GISTI (France), GADEM (Maroc), GRAMI-AC (réseau régional), JSFM (réseau international), LDH (Belgique), Migreurop (réseau régional), Progress Lawyers Network (Belgique)

Notes

[1] Source : United Against Racism et Fortress Europe.

[2] « Libye, en finir avec la traque des migrants » (<http://www.migreurop.org/article2208.html>), Migreurop, FIDH, JSFM, juin 2012 ; « Scapegoat of fear : Rights of refugees, asylum seekers and migrants abused in Libya » (<http://www.amnesty.org/en/news/libya-refugees-asylum-seekers-and-migrants-held-indefinitely-deplorable-conditions-2013-06-20>), Amnesty International, 20 juin 2013.